



## **Envoyé spécial en visite en RDP lao pour promouvoir le traité d'interdiction des mines**

*Genève, Vientiane le 18 octobre 2019* – L'Envoyé spécial pour l'interdiction des mines Son Altesse Royale le Prince Mired Raad Zeid Al-Husseini, se réunira le 24 octobre avec les dirigeants de la République Démocratique Populaire Lao afin de l'encourager à prendre des mesures concrètes pour adhérer à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, qui interdit l'utilisation, la production, le stockage et le transfert de mines antipersonnel; assure leur destruction et soutient les victimes de ces armes.

L'envoyé se rendra à Vientiane pour une visite de deux jours où il rencontrera le Ministre des Affaires étrangères, S.E. Saleumxay Kommasith, Vice-ministre des Affaires étrangères S.E. Thongpane Savanphet; le Ministre de la Défense, S.E. le Lieutenant général Chansamone Chanyalath; le Ministre du Travail et des Affaires sociales, S.E. Khampheng Saysompheng; et le Premier ministre S.E. Thongloun Sisoulith.

La visite du Prince Mired est parrainée par une Décision adoptée par le Conseil de l'Union européenne visant à soutenir les efforts visant à mettre en œuvre la Convention et à promouvoir ses normes auprès d'États n'ayant pas encore adhéré, comme le Laos.

« C'est un rappel important pour les dirigeants de la RDP lao que la communauté internationale souhaite que le Laos devienne un État partie officiel à la Convention », a déclaré S.E. l'Ambassadeur Léon Paul Faber, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de la RDP lao. «La contamination par les mines, les armes à sous-munitions et d'autres munitions non explosées demeurent une menace pour les populations rurales dans les zones pauvres et isolées et empêchent l'utilisation sûre des terres pour les activités de développement socioéconomique. Un grand nombre des districts les plus pauvres du pays sont également parmi les plus contaminés. Pour relever ces défis, l'Union européenne fournit régulièrement une assistance à la lutte antimines à la RDP lao, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans le cadre de sa politique de sécurité humaine, soutenir les efforts de promotion de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel auprès des États non parties est également une priorité pour l'Union européenne et ses États membres », a ajouté l'Ambassadeur.

Outre les réunions de haut niveau, l'Envoyé spécial rencontrera les directeurs de l'Autorité nationale de réglementation sur le Programme d'action antimines / munitions non explosées (ANR); et l'opérateur national, il visitera le centre de la société coopérative d'orthèses et de prothèses COPE qui fournit une assistance aux victimes des restes explosifs de guerre inclut des mines terrestres, rencontrera des donateurs importants de la lutte antimines, des démineurs et des fournisseurs d'assistance aux victimes.

À ce jour, 164 États ont adhéré à la Convention. Ensemble, ces États parties ont détruit plus de 52 millions de mines antipersonnel. La destruction des mines et les efforts de déminage ont permis de sauver un nombre incalculable de vies et de dépolluer des millions de mètres carrés de terres autrefois dangereuses, les libérant ainsi pour leur utilisation en toute sécurité.